



## BÉNIN: Restauration de la fertilité des sols dans la région nord du Bénin

Institut für  
Entwicklung  
und Frieden

INEF

UNIVERSITÄT  
DUISBURG  
ESSEN

*Offen im Denken*

---

Voies d'issue à l'extrême pauvreté, la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire

**12B** GOOD  
PRACTICE  
CIRCULAIRE

Karin Gaesing

## Restauration de la fertilité des sols dans la région nord du Bénin

Le programme mondial de *Protection et de Réhabilitation des Sols* pour la Sécurité alimentaire au Bénin, abrégé ProSOL, initié par la GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit), est mis en œuvre par l'intermédiaire du Ministère béninois de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) dans les régions de Zou-Collines et Borgou-Alibori. Cependant, le conseil aux agriculteurs et agricultrices est assuré par le personnel d'encadrement d'Organisations non gouvernementales (ONG) travaillant sur place. Les mesures mises en œuvre par ProSOL se basent sur les expériences réunies lors de projets antérieurs dédiés à la gestion des ressources et sur un certain nombre d'études fondées qui ont été réalisées avant le lancement du projet. À cela s'ajoutent des travaux de recherche réalisés parallèlement au projet, en particulier dans le domaine de la conservation et de la réhabilitation des sols.

Dans les villages cibles, les petits producteurs reçoivent une formation de cinq jours aux techniques agricoles de conservation des eaux et des sols. La formation a lieu par groupes de 30 personnes, dont au moins neuf femmes. Les techniques culturelles abordées incluent le paillage (*mulching*), l'introduction de cultures intercalaires (p. ex. les légumineuses), l'utilisation du fumier, l'aménagement sur les versants de cordons pierreux parallèles aux courbes de niveau, ainsi que d'autres mesures visant d'une part à permettre à l'eau de pluie de s'infiltrer dans le sol aussi lentement et uniformément que possible, d'autre part à restaurer la fertilité des sols.

L'impact sur les rendements de cultures telles que le maïs, le sorgho et d'autres produits est considérable. Les petites exploitations agricoles enregistrent des rendements au moins deux fois plus importants qu'avant. De plus, des terres cultivables que l'on croyait « perdues » peuvent de nouveau être exploitées. Ces mesures profitent en particulier aux femmes, à qui leurs maris laissent souvent les champs de qualité inférieure. Les revenus additionnels sont investis essentiellement dans la nourriture, la scolarisation des enfants, la construction de maisons ou leur rénovation, ainsi que dans l'achat d'intrants agricoles pour la prochaine saison de culture.

Le projet peut être qualifié de « *Good Practice* » (Bonnes pratiques) étant donné que les mesures mises en place aident manifestement les populations à s'affranchir de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

*Fertilité des sols, Gestion durable des ressources, petits producteurs/-trices agricoles, Sécurité alimentaire, Bénin*

## Contexte national et historique du projet

Un taux de croissance économique en augmentation depuis les vingt dernières années n'a guère contribué à réduire la pauvreté au Bénin. Le taux de pauvreté d'après les critères nationaux était de 37,5% en 2006, de 35,2% en 2010 et atteignait même 40,1% en 2015 (voir WB 2018, Pofagi 2017: 6). S'agissant de l'indicateur de développement humain (IDH), le Bénin occupe la 167<sup>e</sup> position dans le classement PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), sur 188 États répertoriés dans le monde, ce qui en fait l'un des pays les plus pauvres du monde. La pauvreté est beaucoup plus marquée dans les campagnes qu'en milieu urbain. Actuellement, elle se traduit également par une baisse des revenus monétaires qui, en termes de masse monétaire (contrairement à la valeur de la production vivrière), ont toujours été très faibles, en particulier en milieu rural.

L'augmentation du taux de pauvreté entre 2009 et 2015, qui s'est accompagnée d'une baisse simultanée de la croissance économique, passée de 6,4% en 2014 à 2,1% en 2015, révèle une vulnérabilité considérable de larges groupes de population, au sein desquels beaucoup vivent à peine au-dessus du seuil de pauvreté et que des chocs mineurs suffisent à faire retomber dans la pauvreté. Une importante partie de la population béninoise est touchée par l'insécurité alimentaire, en particulier dans les régions rurales.

Environ 70% de la population béninoise travaille dans le secteur agricole (GIZ 2016). La dégradation des sols dans de grandes parties du pays, et le fait que l'agriculture béninoise soit fortement sujette aux aléas climatiques augmentent encore la vulnérabilité des ménages paysans. Selon une étude financée par le projet de la GIZ dans les 17 communes cibles, qui incluait une analyse détaillée des sols, les deux tiers des terres agricoles au Bénin sont lessivées, sur-acidifiées et érodées (GIZ 2016).

Dans la région d'intervention du projet, dans le nord du Bénin, le climat est caractérisé par une saison des pluies très marquée de mai à septembre et une saison sèche de novembre à février. Pendant les autres mois, les précipitations ne tombent seulement que certains jours. La moyenne annuelle des précipitations est d'environ 1100 mm et la température annuelle d'environ 26°C. Le maïs, le coton, le soja et le sorgho sont les principales cultures de la région. Les pousses d'arbres de karité et de néré, dont les produits sont transformés en beurre de karité pour le premier et en épices pour le second, sont protégées des morsures du bétail dans les champs. Des manguiers et des anacardiés sont également régulièrement plantés.

Le groupe ethnique des Bariba, dans la zone d'intervention du projet, vit essentiellement de l'agriculture, tandis que les Peuls, également présents dans la région, sont à la fois éleveurs de bétail et agriculteurs. Ils élèvent principalement des bovins, mais aussi des chèvres et des moutons, et une partie d'entre eux pratiquent l'élevage transhumant.

### Aperçu des objectifs et des activités

Le programme d'aide au développement ProSOL, qui s'étend de mars 2015 jusqu'en septembre 2021, intervient dans 18 communes des deux régions Zou-Collines et Borgou-Alibori. Sa première finalité est la restauration de la fertilité des sols, et les objectifs à atteindre sont formulés de manière très concrète : (1) 60 000 ha de terres sont exploités de manière durable par des mesures visant à améliorer la fertilité des sols et à leur conservation ; (2) sur ces sols, les rendements des principales cultures augmentent en moyenne de 30%; (3) 25% des surfaces réhabilitées ou conservées par de petites exploitations agricoles sont gérées par des femmes; (4) divers éléments pour une gestion durable des terres sont intégrés aux services de conseil agricole des chaînes de valeur choisies en priorité par le ministère (GIZ 2017:1).

En février 2018, une équipe de l'INEF (Institut pour le Développement et la paix) de l'Université de Duisburg-Essen s'est rendue dans quatre villages de la région de Borgou-Alibori, dans le nord du pays, pour y réaliser des recherches dans le cadre du projet. Deux des villages sont habités principalement par des Bariba, les deux autres par des Peuls. Les activités du projet mises en avant par les habitant(e)s lors des discussions de

groupe (Focus Group Discussions, FGD) sont avant tout des mesures de conservation des sols. Celles-ci incluent le paillage (ou *mulching*) des champs avec les tiges de coton et de sorgho restées en terre, qui sont coupées au ras du sol puis disséminées dans le champ. Les pluies font que les nutriments des tiges pénètrent dans le sol. Le mulching empêche en outre l'assèchement du sol. Auparavant, les tiges étaient également coupées, mais ensuite empilées en petits tas sur le champ puis brûlées.

Sur les terrains en pente, des cordons pierreux sont aménagés parallèlement à la courbe de niveau de manière à éviter le ruissellement et à faire en sorte que l'eau de pluie s'infilte dans le sol. Des fossés d'infiltration creusés à des endroits précis et le labour en courbe de niveau ont le même objectif et empêchent l'érosion des sols. D'autres techniques de conservation des sols utilisées par les agriculteurs consistent à planter des légumineuses (*Mucuna*, *Cajanus cajan*, etc.) en tant que cultures intercalaires et à répartir du fumier dans les champs. Pour fertiliser les champs, la technique du « zaï », largement répandue dans la région du Sahel d'Afrique de l'Ouest, est également utilisée. Cette pratique consiste à creuser des petits trous (des poquets) à intervalles réguliers puis à les remplir de fumier et de paillis. Quand les premières pluies arrivent, l'eau qui s'infilte fait pénétrer les nutriments dans le sol, et il est alors possible de planter des boutures.



Des dispositifs agroforestiers viennent en outre compléter les mesures de conservation des sols et de rétention des eaux de surface. Une meilleure gestion des pâturages, le système de rotation de pâturages et la culture des plantes fourragères profitent principalement aux éleveurs.

Des organisations non gouvernementales (ONG)



gèrent les activités dans les villages de la région du projet en coopération avec la GIZ. Au début, les collaborateurs des ONG se servaient d'illustrations sur des tableaux pour sensibiliser les agriculteurs et agricultrices aux différentes mesures de conservation et de fertilisation des sols afin de les aider à augmenter leurs rendements maigres. Dans le même temps, ils ont tenté de leur faire comprendre ce qui se passerait s'ils continuaient à exploiter leurs terres comme avant.

Dans chaque village, jusqu'à 30 personnes se sont portées volontaires pour participer aux diverses activités proposées. Toutefois, une condition imposée par ProSOL était qu'au moins 35% des participants soient des femmes. Dans la région d'intervention du projet, les femmes se voient attribuer un champ à exploiter par leurs époux au moment du mariage. Cependant, dans le groupe de discussions dirigé par l'équipe de l'INEF, les femmes se sont plaintes du fait qu'elles reçoivent souvent des terres stériles et de mauvaise qualité parce que leurs maris gardent les champs plus fertiles pour eux.



Dans un premier temps, les agriculteurs et agricultrices ont d'abord reçu une formation de cinq jours sur l'écosystème des sols et sur les pratiques culturales mentionnées plus haut. Plus tard, on leur a distribué des brouettes, des pelles et des pioches pour la construction des cordons pierreux, des semences améliorées pour la culture de légumineuses telles que le *Mucuna* (une variété de pois), le *Cajanus cajan* (pois d'Angole) et l'*Aeschynomene*, qui enrichissent le sol en azote, ainsi que des boutures (*Gliricidia* et *Gmelina*, teak (teck) et acacia). Dans plusieurs communes choisies, des semences de maïs améliorées ont été distribuées en coopération avec un projet de la FAO visant à tester leur productivité sur les sols traités et non traités par des mesures de conservation des sols et de rétention

des eaux. Au moment de l'enquête de l'INEF, les villages visités avaient deux saisons de culture derrière eux. Il était par conséquent évident que les semences ne donnaient pas de récoltes plus abondantes, en particulier sur les parcelles à potentiel de rendement limité non concernées par les mesures de conservation des sols. Les brouettes sont également utilisées pour transporter et répartir le fumier organique et la bouse vache dans les champs.

### Les impacts du projet jusqu'à présent

Une paysanne exprimait l'effet le plus important du projet ProSOL ainsi : « Grâce au projet, nous avons pu réveiller nos sols. » En effet, les rendements ont considérablement augmenté pour les deux cycles de culture depuis le début du projet. Certains paysans disent avoir doublé leur production de maïs et certains parlent même d'augmentations encore plus importantes de leurs récoltes. Les participant(e)s au projet savent précisément quelles mesures permettent d'augmenter les rendements et peuvent expliquer dans le détail les conséquences immédiates des mesures de conservation des sols.

Par conséquent, ProSOL a réduit ses activités de conseil après deux ans d'un encadrement intense des villages concernés. En 2017, ProSOL a mené une étude qui, selon la responsable du projet, met en évidence que même dans les villages où les services de conseil ont été stoppés après une année de formations et de conseil aux agriculteurs et agricultrices, au moins 73% des personnes formées continuent d'appliquer les techniques qui leur ont été enseignées. Dans les villages bénéficiant encore d'un suivi et de formations agricoles, c'est le cas de 91 à 92% des participants aux formations.

Dans chacun des villages concernés par l'enquête, l'équipe de l'INEF a procédé à un classement des conditions de vie, dans lequel les participant(e)s à une FGD devaient dans un premier temps définir les catégories « pauvre », « moyennement riche » et « riche ». Ensuite, ils devaient classer les ménages de leur village dans l'une de ces trois catégories pour la période d'avant et celle d'après le projet. Les ménages considérés comme pauvres étaient ceux dont les membres ne mangent qu'un repas par jour et n'ont accès qu'à des aliments de qualité inférieure, et qui ne possèdent pas ou très peu d'animaux. Souvent, ces ménages pauvres ne possèdent pas de terres – ou alors

uniquement des parcelles louées –, n’ont pas de moyen de transport et beaucoup ne sont pas mariés et n’ont pas d’enfants.

Les ménages « moyennement riches » prennent deux à trois repas par jour, possèdent un à deux hectares de terres arables, ainsi qu’un vélo ou une vieille moto. Les ménages considérés comme riches possèdent de grands troupeaux de bétail (surtout les Peuls, ce critère n’étant pas important pour les populations Bariba), une ou plusieurs motos en bon état, et ils se distinguent par leurs nombreux enfants. Avant le projet, pour les quatre villages, en moyenne 70% des ménages étaient classés comme pauvres, 25% étaient moyennement riches et 5% étaient riches. Au moment de l’enquête, c.-à-d. un an après le début du projet, 24% des ménages étaient classés pauvres, 52% moyennement riches et 24% étaient considérés comme riches. Selon l’avis des paysans, la réduction de la pauvreté grâce aux mesures mises en place par ProSOL est donc considérable.



Les Peuls indiquent qu’ils n’ont plus à se déplacer avec leur bétail à la recherche de meilleurs pâturages depuis l’introduction des mesures de gestion améliorée des pâturages, de la rotation de pâturage et des cultures fourragères. Les femmes Peuls soulignent qu’en raison d’une meilleure qualité des pâturages, les vaches donnent plus de lait, lequel leur est fourni par leurs maris pour la transformation et la vente du fromage (au lieu d’environ un litre, ce sont à présent environ deux litres par jour et par animal). Les revenus ainsi gagnés sont à la disposition des femmes.

L’alimentation des familles qui appliquent les mesures encouragées par ProSOL s’est améliorée, en termes de quantité comme de qualité. Le fromage, le poisson, le poulet et les légumes viennent désormais agrémenter la sauce du repas, ce qui représente une nette amélioration par rapport aux autres ménages où les protéines

animales restent extrêmement rares (voir Bliss 2018).

L’impact de ProSOL sur la question de l’égalité des genres se montre clairement dans les groupes de discussion (FGD) : lors de réunions publiques, les femmes s’expriment autant que les hommes. Les collaborateurs et collaboratrices des ONG présentes dans les villages voient cela comme un immense succès, car normalement, les femmes ne prennent pas la parole devant leurs maris lors de ces réunions. Au sein de ProSOL, les femmes jouent un rôle important et sont très actives. Leur participation est sollicitée et



rendue obligatoire par le biais de quotas bien définis, ce qui rend ce projet assez unique. Par exemple, l’indicateur de l’Objectif du module exige que 25% des terres réhabilitées et préservées par de petites exploitations agricoles soient gérées par des femmes. Un autre indicateur de résultats fixe à 25% le taux minimum de femmes devant participer à la formation. Les revenus additionnels sont principalement utilisés pour acheter une nourriture plus variée et permettre à tous les enfants de la famille d’aller à l’école. En outre, les gens investissent dans les intrants agricoles (semences et engrais) pour la prochaine saison de culture, dans la construction ou la rénovation de leur maison, dans l’achat d’une moto ou d’animaux, ou encore pour financer des festivités telles que des mariages ou des funérailles. Certains disent également aider les plus pauvres. Quant aux femmes, elles investissent très souvent leurs gains dans la rémunération de travailleurs qui les aident dans les champs, notamment pendant la phase de préparation des champs.

### Les défis à relever et les conditions pour réussir

► Les hommes ont tendance à minimiser les dépenses de leurs épouses (pour eux, ce ne sont que des



« *petits besoins* »), si bien qu'ils ne reconnaissent pas la nécessité pour les femmes de disposer de leurs propres revenus. On leur met souvent des terres de qualité inférieure à disposition et leurs champs sont d'ailleurs labourés en dernier, ce qui retarde la date de semis et entraîne une éventuelle baisse des rendements. Si ProSOL n'exigeait pas explicitement un quota en faveur des femmes pour le projet, leur taux de participation ne serait certainement pas aussi élevé qu'il l'est actuellement.

Chez les Bariba, certaines femmes se plaignent également que leurs maris ou leurs fils leur prennent leurs champs une fois qu'ils sont redevenus fertiles grâce aux mesures de ProSOL, pour ensuite leur donner d'autres terres de qualité inférieure à exploiter. Chez les Peuls, cette pratique est rendue impossible par le droit foncier traditionnel. Le champ qu'une femme reçoit de son mari lors du mariage reste sa propriété pour la vie. Néanmoins, le fait de travailler avec ProSOL renforce la confiance en soi des femmes Bariba, qui ne se laissent plus prendre leurs champs aussi facilement.

► Adegbola et al. (2016) soulignent que certaines des techniques de gestion durable des ressources demandent beaucoup de travail, si bien qu'elles ne sont donc appliquées qu'avec réticence. Les femmes en particulier, en raison de leurs nombreuses autres activités domestiques et agricoles, n'ont que peu de temps et d'énergie à consacrer à ces travaux supplémentaires de conservation des eaux et des sols et, lorsqu'elles en ont les moyens, elles engagent des travailleurs pour les aider dans les champs, notamment pendant la phase de préparation. Néanmoins, dans les villages que nous avons visités, il est courant de s'aider mutuellement pour les travaux des champs. Ceci est également encouragé par ProSOL.

► Une grande difficulté du projet réside dans le fait qu'au Bénin, il est pratiquement impossible d'acheter des semences de plantes riches en nutriments pour les sols. Les agents de ProSOL encouragent les agriculteurs à ramasser les graines après maturation des plantes afin de les utiliser pour la prochaine saison de culture, dans leurs propres champs ou ceux des autres.

► Les techniques culturales prétendent simples et rentables, telles que le paillage (*mulching*), la fertilisation avec du fumier et la culture intercalaire avec des légumineuses, ne sont pas très bien vues par les agents de vulgarisation et les conseillers agricoles au

Bénin. Les conseils donnés aux petits agriculteurs sont davantage axés sur l'emploi d'engrais chimiques, la mécanisation et d'autres intrants agricoles coûteux, qui sont difficilement abordables pour les petits paysans pauvres et extrêmement pauvres, d'autant plus qu'ils n'ont que peu ou pas accès aux crédits financiers.

► Dans une région où l'agriculture et l'élevage revêtent la même importance, il est indispensable de proposer des solutions adaptées à ces deux types d'activité économique. La gestion améliorée des pâturages impliquant la culture de plantes fourragères propose ici plusieurs bonnes approches. La promotion d'un seul type d'activité économique ne ferait qu'aggraver les conflits existants entre les communautés vivant dans ces régions.

## Conclusions pour la Coopération au développement en général

► Dans les régions où la dégradation des sols est particulièrement marquée, en raison par exemple de l'érosion hydrique ou éolienne et de pratiques culturelles mal adaptées et non durables, et où la productivité agricole s'en trouve gravement affectée, la gestion durable des ressources naturelles, et en particulier les mesures de lutte contre l'érosion et de conservation de l'eau, constituent une condition *sine qua non* à la production agricole. Dès lors qu'une telle base sera établie, et que sa nécessité autant que ses effets se seront ancrés dans les esprits des paysans et paysannes, alors d'autres mesures pourront être prises pour accroître encore les rendements et la production.



► La disposition prise par l'administration allemande qui exige de renégocier chaque année, par adjudication, la coopération avec les ONG locales chargées de la mise en œuvre du projet, n'a aucun sens dans la pratique. En plus d'impliquer une lourde charge administrative, elle nécessite des dépenses importantes pour la formation des nouveaux collaborateurs des

ONG à l'approche et aux techniques de ProSOL. De plus, lorsque l'ONG change, le projet perd l'avantage acquis par les collaborateurs des ONG précédentes, à savoir les connaissances de terrain et la confiance des villageois. En somme, ce n'est pas la qualité du travail d'une ONG qui est déterminante pour l'extension d'un contrat de mise en œuvre, mais également et surtout son offre de prix.

► L'inclusion des aspects d'égalité des genres a particulièrement bien réussi avec ProSOL, du fait qu'elle est voulue et explicitement encouragée par le projet. Dans les sociétés patriarcales, un quota en faveur des femmes est souvent le meilleur moyen de faire entendre la voix des femmes et de les aider à tirer profit des activités du projet. Néanmoins, un tel projet devrait surveiller la manière dont les hommes et les femmes des villages le mettent en œuvre et, lorsque c'est nécessaire, protéger les femmes de pratiques telles que l'enlèvement, par leurs maris et leurs fils, des terres fertiles qu'elles ont mis tant de temps à restaurer.



► Promouvoir l'agriculture et la sécurité alimentaire dans une région nécessite la prise en compte de tous les types d'activités économiques qui y sont pratiqués. Dans le cas du Bénin, une promotion unilatérale soit de l'agriculture, soit de l'élevage, ne correspondrait pas à la réalité de la vie des populations du nord du pays et ne ferait qu'attiser les conflits existants entre les différents groupes ethniques. Les mesures mises en place par ProSOL ont le potentiel de désamorcer ces conflits.

## Bibliographie

Adegbola, Patrice Ygué et al (2016): Analyses des travaux de recherche et d'innovation sur la gestion durable des terres au Bénin. Document technique et d'information n° 2. Cotonou.

Bliss, Frank (2018): „Positive Abweichung“: Arme Haushalte und trotzdem gesunde Kinder. Bekämpfung

der Mangelernährung in Benin. Institut für Entwicklung und Frieden (INEF), Universität Duisburg-Essen (Good-Practice-Reihe 15/2018, Wege aus extremer Armut, Vulnerabilität und Ernährungsunsicherheit). GIZ. Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (2016): Protection des sols et réhabilitation des sols dégradés au Bénin. Bonn.

GIZ. Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (2017): Globalvorhaben Bodenschutz und Bodenrehabilitierung für Ernährungssicherung – Länderpaket Benin. Änderungsarbeitsvorschlag. Eschborn.

Pofagi, Mathias K. (2017): Lutte contre l'extrême pauvreté et la vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire au Bénin. Rapport provisoire. Cotonou (pour l'INEF).

WB. World Bank (2018): Country Data Benin. Washington. <https://data.worldbank.org/country/benin?view=chart> [8/2018]

<http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/BEN> [08/2018].

## Illustrations

1. Photo de couverture : Des paysannes cultivant le mucuna (Source : ProSOL), 2. Le paillage comme mesure de conservation des sols : les tiges coupées restent dans les champs, 3. Une paysanne dans un champ entièrement planté de mucuna (Source : ProSOL), 4. Des cordons pierreux aménagés parallèlement à la courbe de niveau améliorent les propriétés de rétention de l'eau dans les sols, 5. Des villageoises effectuent un classement de conditions de vie, 6. Un groupe de femmes très actif dans l'un des villages concernés par l'enquête, 7. Petite exploitation fermière avec ses habitants.

© Photos de Karin Gaesing 2018.

## Caractéristiques du projet\*

B5 – Intensité de traitement par l'équipe de recherche

G2 – Égalité de genre

P3 – Participation

A3 – Groupes cibles

\* Pour plus de précisions, se référer à la circulaire « Good-Practice » (Bonnes pratiques) ou aller sur le site de l'INEF: [www.inef-reachthepoorest.de](http://www.inef-reachthepoorest.de)

---

## Déjà publiés dans la « Good Practice » circulaire:

- AVE Handreichung zur Good-Practice-Reihe
- 01 Kenia: Mitunguu Smallholder Irrigation Project
- 02 Kambodscha: Das Kommunale Landtitelprogramm für indigene Bevölkerungsgruppen
- 03 Kambodscha: Schulspeisung mit lokaler Beschaffung. Das "Home-Grown School Feeding Project" des World Food Programme
- 04 Kenia: Der Selbsthilfegruppen-Ansatz in Kitui
- 05 Kambodscha: Verbesserung der Ernährungssicherung ehemals landloser und landarmer Haushalte
- 06 Kambodscha: Gesundheitsfürsorge für die Ärmsten durch den „Health Equity Fund“
- 07 Kambodscha: Wer sind die Ärmsten im Dorf? Erfahrungen mit dem ID Poor-Ansatz
- 08 Kenia: Hunger Safety Net Programme – Soziale Sicherung in Turkana County im Norden Kenias
- 09 Kenia: Diversifizierung der Existenzgrundlage durch Agropastoralismus
- 10 Äthiopien: Landwirtschaftliche Produktion und Nahrungssicherheit in der Amhara Region
- 11 Äthiopien: Livelihoods for Transformation (LIFT) in der Oromiya Region

---

## INEF - Projet de recherche

Le projet de recherche vise à élaborer des recommandations utiles à la coopération fédérale/gouvernementale au développement (CD). L'objectif est d'identifier des mesures capables de mieux atteindre les groupes de population concernés par l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité.

Nous examinons les corrélations entre extrême pauvreté, vulnérabilité et insécurité alimentaire afin d'identifier les blocages ainsi que les facteurs de succès de la CD.

Sur la base d'analyses de textes et de sondages menés auprès d'organisations spécialisées en Allemagne et à l'étranger, nous cherchons à repérer les approches ayant conduit à des résultats concluants (« good

practices ») et à les analyser en profondeur dans le cadre de l'étude sur le terrain. En plus de la contextualisation sociale, l'aspect genre est fortement pris en considération. Au cours des études réalisées sur place, la participation des populations concernées constitue un élément central afin d'appréhender leur propre perception des problèmes existants et d'envisager des solutions. Dans un premier temps, nous menons nos travaux de recherche en Éthiopie, au Bénin, au Kenya et au Cambodge.

Ce projet est financé par le Ministère fédéral pour la Coopération économique et le Développement (BMZ) dans le cadre de l'initiative « Eine Welt ohne Hunger » (Un monde sans faim) (SEWOH).

### Auteurs de la circulaire

Prof. Dr. Frank Bliss  
Prof. Dr. sc. pol. Tobias Debiel  
Dr. rer. pol. Karin Gaesing  
Anika Mahla, M.A.

### Éditeur

Institut für Entwicklung und Frieden (INEF)  
Universität Duisburg-Essen

### Conception

cMore.MEDIA  
Lucy Yang

### © Institut für Entwicklung und Frieden 2018

Lotharstr. 53 – D-47057 Duisburg  
Tel: +49 203 379-4420 – Fax: +49 203 379-4425  
inef-sek@inef.uni-due.de  
www.inef-reachthepoorest.de  
www.inef.uni-due.de